

**Union européenne - Migrations -
Brexit - Elections européennes -
Entretien de Mme Nathalie Loiseau,
ministre chargée des affaires
européennes, avec "Public Sénat" -
extraits**

(Paris, 09 octobre 2018)

Q - L'invitée politique en direct sur ce plateau ce matin, bonjour, c'est Nathalie Loiseau. Vous êtes ministre chargée des affaires européennes. Merci d'être avec nous en ces temps de remaniement. Pour vous interroger, à mes côtés ce matin, Marcelo Wesfreid du Figaro pour Public Sénat, bonjour Marcelo, et Jefferson Desport de Sud Ouest, du service politique, bonjour.

(...)

Q - Si vous conservez votre poste ministériel, Nathalie Loiseau, vous serez au centre de l'élection européenne, au coeur du dispositif. Est-ce que vous ne craignez pas que cette élection soit un référendum pour ou contre Emmanuel Macron ?

R - C'est Jean-Luc Mélenchon qui a dit ça et ça n'est pas une surprise, il cherche désespérément à faire un troisième tour de l'élection présidentielle. Je crois qu'il se trompe d'enjeu. Je crois que l'on est dans un moment historique, assez inquiétant d'ailleurs. J'écoutais Roberto Saviano hier qui disait qu'il y avait une menace démocratique mondiale. Je partage son point de vue, je pense qu'aujourd'hui la démocratie, les libertés sont menacées dans beaucoup d'endroits dans le monde, y compris en Europe, là où on pourrait penser que nous sommes à l'abri. Et c'est la raison pour laquelle ces élections vont être très importantes. On l'a vu hier quand on voyait Matteo Salvini et Marine Le Pen ensemble.

Q - Qu'est-ce que cela vous a inspiré d'ailleurs, que Matteo Salvini, le ministre de l'intérieur italien, dise que les ennemis de l'Europe sont retranchés dans le bunker de Bruxelles ? Il a dit cela en compagnie de Marine Le Pen pour lancer la campagne des européennes.

R - Ce sont des gens qui se situent sur l'échiquier politique à l'extrême-droite et, à l'extrême-droite, on a l'habitude de chercher des coupables plutôt que de chercher des solutions, donc cela ne m'a pas surprise.

Q - Quand vous voyez cette photo, qu'est-ce que cela vous inspire ?

R - Cette photo, c'est un mélange de posture et d'imposture. C'est de la posture parce que c'est

de l'affichage, et c'est de l'imposture parce que, à moins que je ne me trompe, je ne pense pas que Marine Le Pen soit venue proposer à Matteo Salvini d'accueillir tous les migrants que Matteo Salvini souhaiterait que la France accueille. Ce sont des gens qui ont des égoïsmes nationaux, qui ont une vision de court terme très politicienne et qui sont incapables de trouver des solutions européennes ensemble.

Q - Vous parlez de solution face à l'alliance de nationalistes, est-ce que les progressistes, eux, peuvent s'unir et si oui, comment, parce ce qu'Emmanuel Macron a décidé de prendre l'étendard des progressistes ?

R - Depuis le début de l'été, Emmanuel Macron est allé en Espagne, au Portugal, en Finlande, au Danemark, au Luxembourg...

Q - Est-ce que tout cela dessine une coalition ?

R - ... En Finlande, j'ai entendu le président finlandais dire que l'engagement européen de la France, il l'avait attendu depuis plus d'une décennie et que, enfin, il l'avait trouvé. En Europe, il n'y a pas seulement les hommes qui parlent fort. Les vrais hommes forts, ce sont ceux qui agissent, ce sont ceux qui avancent.

Q - Mais est-ce que cela peut aboutir cette plateforme des progressistes ?

R - C'est en cours. Il y a eu une tribune dans Libération il y a quelques jours, de Christophe Castaner, en tant que patron d'En Marche, avec un certain nombre de patrons de partis en Europe qui considèrent, eux aussi, qu'on est face à un moment historique. Rappelons-nous le Brexit, le référendum, c'était il y a peu de temps, cela s'est passé à la surprise de beaucoup et cela s'est passé sur une campagne où beaucoup de mensonges, beaucoup de fausses informations, beaucoup de manipulations ont eu lieu et aujourd'hui, le Royaume-Uni est engagé dans un changement historique qu'il n'avait pas prévu. Faisons en sorte de ne pas trébucher, de ne pas laisser l'Europe être détricotée par des agitateurs qui n'agissent pas.

Q - Sur ce point-là, Nathalie Loiseau, Matteo Salvini et Marine Le Pen se posent en défenseur de l'Europe. Ils veulent une " Europe protectrice " et Emmanuel Macron est précisément sur cette ligne avec une " Europe qui protège ". Il n'y a pas un embouteillage sur la ligne ? Peut-être va-t-il falloir expliquer les choses.

R - Effectivement, on pourrait demander des droits d'auteur pour Emmanuel Macron puisque l'Europe qui protège, c'est là-dessus qu'il a fait sa campagne présidentielle. Mais ni Matteo Salvini, ni Marine Le Pen n'expliquent comment est-ce qu'ils font avancer l'Europe. Matteo Salvini, à part insulter tous les jours Emmanuel Macron et régulièrement Jean-Claude Juncker et Pierre Moscovici, qu'est-ce qu'il propose ? Quelles sont les solutions qui feront que demain par exemple, on aura une Italie forte dans une zone euro forte ? Nous la souhaitons, nous l'espérons, mais nous sommes aussi inquiets.

Q - Steve Bannon, le stratège qui a fait élire Donald Trump, est en tournée européenne pour essayer de fédérer tous les eurosceptiques. Cela vous inquiète ?

R - En tout cas, c'est une clarification bien venue. J'ai lu avec beaucoup d'intérêt l'interview dans le Figaro de Steve Bannon, une remarquable interview qui dit beaucoup de choses. Cela dit que ceux qui se précipitent auprès de Steve Bannon sont les mêmes qui prétendent être nationalistes, souverainistes et qui finalement trouvent leur maître à penser à Washington et à Moscou. Et vous verrez d'ailleurs que Steve Bannon dans cette interview dit tout le bien qu'il pense de la Russie et tout le mal qu'il pense de l'Europe. Je ne pense pas que l'Europe ait besoin de quelqu'un comme M. Bannon.

Il y a beaucoup de réformes à faire en Europe, nous avons même parlé d'une refondation. Nous ne sommes pas des euro-béats qui pensons que l'Union européenne telle qu'elle fonctionne aujourd'hui soit idéale. Mais nous n'avons pas besoin des recettes de quelqu'un qui s'est illustré par sa xénophobie et par son côté réactionnaire.

Moi, je suis vraiment inquiète. Regardez ce qui se passe au Brésil, vous en avez parlé tout à l'heure. Il y a une vague mondiale de leaders politiques autoritaires souvent antiféministes, souvent xénophobes, souvent réactionnaires, qui voudraient nous entraîner vers nos plus mauvais penchants. Cela n'est pas ce dont nous avons besoin.

Q - Nathalie Loiseau, face à la crise migratoire qui va être un thème central de ces européennes, qu'est-ce que vous allez dire ? Quel va être votre discours pour répondre aux attaques de vos adversaires qui vont vous présenter (imputer ?) une vague migratoire ?

R - Nos adversaires, ils ont des slogans, nous, nous avons un bilan et nous avons un projet. Sur la question migratoire...

Q - Vous allez mettre des chiffres en face ?

R - Sur la question migratoire, la France a été à l'avant-garde, à l'avant-garde avec sa loi nationale "Asile, migration, intégration" et à l'avant-garde sur le plan européen pour proposer une solution équilibrée : à la fois accueillir beaucoup plus humainement, beaucoup plus dignement les réfugiés ...

Q - Oui mais combien Nathalie Loiseau ?

R - - On n'est pas dans une logique de quotas et on ne l'a jamais été - ... Et raccompagner ceux qui ne relèvent pas de l'asile, ceux qui ne relèvent pas de la protection - là-dessus, on a fait des propositions claires : travailler avec l'Afrique, travailler à renforcer les frontières extérieures de l'Union européenne, passer de 300 à 10.000 hommes pour le contrôle des frontières, et faire en sorte que, quand un bateau arrive - et il en arrive peu, car M. Salvini utilise les navires qui vont vers les côtes italiennes en oubliant de dire qu'il y en a dix fois moins que l'année dernière -, ...

Q - A propos de l'étendard, vous avez une réaction, ... sur le pavillon lui-même ?

R - L'Aquarius est un bateau qui a un armateur allemand, L'Aquarius n'a pas demandé, au moment où je vous parle, de pavillon français...

Q - Si c'était le cas, la position française ?

R - ...et Dieu sait que nous sommes en contact régulier avec L'Aquarius, puisque la répartition des personnes qu'ils avaient sauvées, c'est Emmanuel Macron qui l'a organisée avec quelques autres pays de bonne volonté.

Q - Le pavillon français alors... Ce sera "niet" s'ils le demandent ?

R - Je n'ai pas dit cela, mais je pense que nous ne serons pas sollicités parce qu'un pavillon français, c'est très exigeant en termes de conditions à remplir, et j'ai compris, des déclarations de SOS Méditerranée, que ces exigences-là ne correspondaient pas à leurs attentes.

Q - Le 18 octobre se tient un Conseil européen très important sur la question du Brexit. Est-ce que les lignes ont bougé ? Est-ce que vous pensez qu'un accord peut être obtenu ?

R - Nous le souhaitons. Un bon accord est possible. En décembre, on s'était entendu sur les grands thèmes de l'accord. Maintenant, il faut que Mme May puisse traduire ce qu'elle nous avait dit en décembre dans le texte de l'accord.

Il reste un point qui n'est pas éclairci dans les conditions de notre séparation, c'est : qu'est-ce que l'on fait à la frontière irlandaise ? Michel Barnier, en qui nous avons toute confiance, a fait d'excellentes propositions. Il faut avancer de ce point de vue-là, mais l'heure tourne. C'est urgent parce qu'il faut que, au plus tard fin novembre, on ait finalisé l'accord pour qu'il puisse être ratifié à la fois au Royaume-Uni et par le Parlement européen. Il y a un risque qu'il n'y ait pas d'accord, et là-dessus, nous nous préparons aussi.

Q - Qu'est-ce qui se passe s'il n'y a pas d'accord, Nathalie Loiseau ?

R - La semaine dernière, j'ai présenté avec Jean-Yves Le Drian au Conseil des ministres un projet de loi que je porterai au Parlement, qui consiste à prendre toutes les mesures nationales pour faire en sorte que l'absence d'accord ne porte préjudice ni à nos concitoyens, ni à nos entreprises, ni aux Britanniques qui vivent en France.

Q - Pourquoi n'y a-t-il toujours pas de tête de liste connue pour La République En Marche ? Les européennes, c'est au mois de mai, est-ce qu'il n'y a pas un problème de vivier de

ressources humaines qui fait que vous ne trouvez pas la perle rare ?

R - La plupart des partis européens n'ont pas encore désigné leur tête de liste, donc il n'y a absolument aucune urgence...

Q - Cela commence à se préciser, Nicolas Dupont-Aignan, Ian Brossat...

R - Oui, pour les tout petits partis, c'est plus rapide, vous vous réunissez dans une salle et puis vous tirez au sort, ou presque ! Quand vous êtes un parti de 400.000 sympathisants, c'est un petit peu différent, et puis, vous le savez, la liste sera plus large que La République En Marche, et donc, pour le moment, on travaille sur la plateforme, sur le programme. Cela avance bien, cela avance beaucoup, la tête de liste viendra en son temps, ce n'est pas du tout l'urgence.

Q - Un mot, Nathalie Loiseau, sur le rapport du GIEC, qui est sorti. Il est alarmant. Est-ce que ce rapport ne vient pas donner encore plus de poids à la démission de Nicolas Hulot ?

R - Ce rapport doit nous inciter à être encore plus ambitieux en Europe. L'Europe, c'est grâce à elle que les accords de Paris ont été adoptés et ratifiés. L'Europe s'est dite à l'avant-garde. Aujourd'hui, cela tiraille un petit peu dans tous les sens, parce que chaque pays européen veut garder son modèle énergétique...

Q - Mais en France, Nathalie Loiseau, en France ?

R - En France, nous avons à la fois la chance d'avoir moins d'émissions de gaz à effet de serre, et c'est l'effet de la présence de Nicolas Hulot au gouvernement et c'est un héritage que nous conservons. Grâce à Nicolas Hulot, grâce à la détermination du président, on a arrêté l'exploitation des hydrocarbures...

Q - Mais la France est en retard, y compris sur ses propres objectifs...

R - On est les seuls en Europe à avoir décidé la fin de l'exploitation des hydrocarbures. On encourage beaucoup plus maintenant les renouvelables. Ceci étant, il faut aller plus vite, plus fort. Nous, nous sommes favorables à une taxe au carbone à l'extérieur de l'Union européenne, pour mettre nos entreprises en état de concurrence loyale avec les autres. Nous avons beaucoup d'idées sur l'Europe, mais il faut effectivement passer à la vitesse supérieure, parce qu'à ce rythme-là, non seulement on n'atténuera pas le changement climatique, mais les conséquences en sont déjà sensibles, y compris dans le nord de l'Europe.

Q - D'un mot, est-ce que vous avez lu l'enquête que le think tank Terra Nova, a faite sur le profil type du militant de La République En Marche ? Cela révèle que le militant est jeune, urbain, surdiplômé, pro-européen ... ce n'est pas du tout à l'image de la France ?

R - C'est comme dans tous les partis politiques : les gens qui militent, ce ne sont pas forcément exactement la photographie de l'ensemble de la France. En revanche, En Marche a fait sa grande marche pour l'Europe, à laquelle j'ai eu le plaisir de participer. On en a fait la restitution il y a quelques jours : il y a plus de 230.000 portes qui ont été frappées, les gens nous ont ouvert, les gens ont trouvé légitime que des Marcheurs viennent leur parler d'Europe. Ils avaient beaucoup d'attentes, beaucoup de choses à dire.

Q - Nathalie Loiseau, vous voyagez partout en Europe. La candidature de Manuel Valls à la mairie de Barcelone est le signe d'une démarche européenne qui vous plaît ?

R - D'abord, c'est une démarche courageuse, parce que cela n'est pas évident. C'est une démarche personnelle, forte, qui vient de quelqu'un qui a toujours eu la Catalogne au coeur. Il n'a pas inventé son lien avec la Catalogne, il y a quelques semaines...

Q - On vous en parle en Europe quand vous voyagez ?

R - Quand je vais en Espagne, on m'en parle évidemment. Je lui souhaite bonne chance, je trouve que c'est une illustration de la citoyenneté européenne.

Q - Merci beaucoup Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, d'avoir été notre invitée politique./.